Rapport sur l'efficacité

Coopération internationale de la Suisse dans le domaine de l'emploi 2005-2014

Résumé

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

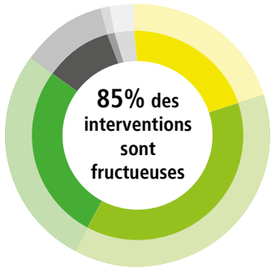
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

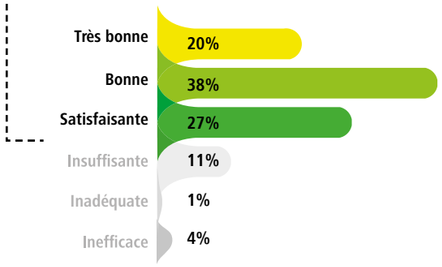
LES RÉSULTATS EN UN COUP D'OEIL

La Suisse travaille avec des partenaires dans le monde entier pour réduire la pauvreté et assurer un développement durable. Entre 2005 et 2014 le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et la Direction du développement et de la coopération (DDC) ont financé plus de 200 interventions liées à l'emploi. En 2017, des experts indépendants ont examiné de près 72 projets réalisés par le SECO et la DDC pour déterminer l'efficacité de ces interventions en termes d'amélioration de l'emploi et des revenus. Plus de résultats sont disponibles dans le rapport public.

La coopération internationale de la Suisse contribue avec succès à la création d'emploi et des revenus.

Près de 85 % des interventions du Portefeuille en matière d'emploi (2005-2014) ont obtenu des scores d'efficacité allant de 6 (très bien) à 4 (satisfaisant), pour un score global de 4,5 en moyenne. Dans leur majorité, les interventions ont au moins partiellement atteint leurs objectifs d'emploi.





La création d'emplois est un objectif ambitieux et parfois difficile à mesurer.

La création d'emplois est un objectif ambitieux. De plus, il est parfois difficile de relier directement un projet ou un programme à des retombées sur l'emploi, certaines d'entre elles étant indirectes et se manifestant bien après les interventions. La collecte de données sur les incidences indirectes et secondaires demande des efforts et des ressources considérables. C'est pourquoi il convient de réfléchir soigneusement aux avantages et aux inconvénients qu'il y a à définir la création d'emplois en tant qu'objectif. Le cas échéant, un mécanisme de suivi adéquat doit être mis en place, impliquant les institutions partenaires.

Les projets de promotion du travail décent ont des retombées immédiates positives sur les conditions de travail.

Les projets de promotion du travail décent améliorent les conditions de travail des plus pauvres et des femmes, mais profitent également à l'ensemble du secteur concerné au travers des gains de productivité qu'ils apportent. Ils sont ainsi la preuve que conditions de travail décentes et productivité peuvent aller de pair.

Les interventions œuvrent avec succès à l'égalité des sexes.

De nombreuses interventions promeuvent l'égalité des sexes en tant que thème transversal dans les politiques d'intégration de la dimension de genre menées par la DDC et le SECO.

Les projets de microfinance et de soutien aux petites et moyennes entreprises nécessitent plus d'intrants pour briser le cycle de la pauvreté.

L'accès au financement est un outil important. Pourtant, lorsque les programmes de microfinance, réalisés en relation avec des programmes de soutien aux PME, allouent des prêts trop modiques, seuls les propriétaires des entreprises voient leur situation d'emploi s'améliorer et l'augmentation des revenus profite uniquement aux familles des propriétaires. Malgré l'amélioration de leur situation, ces personnes ne dépassent pas le seuil de pauvreté.

Les synergies entre les projets au sein d'un même pays ou d'une même région devraient être davantage exploitées.

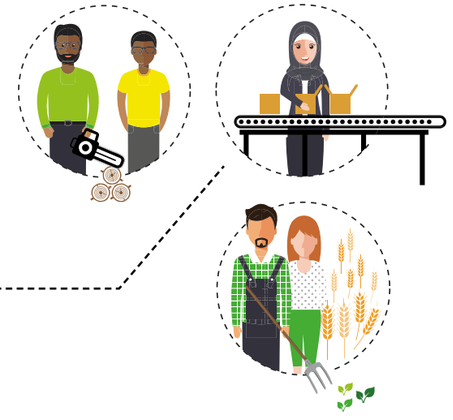
Les projets pourraient développer tout leur potentiel s'ils coopéraient plus entre eux. Cette pratique n'est cependant pas encore courante.

L'emploi constitue un objectif important de la coopération internationale de la Suisse et les interventions dans ce domaine respectent les bonnes pratiques en vigueur.

Les interventions cherchent à atteindre un large éventail d'objectifs liés à l'emploi. Cette approche reflète l'importance de l'emploi en tant que résultat dans toutes ses dimensions. De plus, les objectifs d'emploi sont cohérents par rapport aux types d'intervention choisis.

Les interventions liées à la formation professionnelle, aux chaînes de valeur agricole et à l'amélioration de la qualité des emplois ont obtenu les résultats les plus élevés.

Les programmes et les projets de la première catégorie ont obtenu des résultats particulièrement réjouissants, tandis que les interventions visant à promouvoir les petites et moyennes entreprises et à développer les chaînes de valeur commerciale se sont vu attribuer les scores d'efficacité les plus faibles. Ce classement ne doit pas être interprété comme un signe de préférence en faveur d'un type d'intervention plutôt que d'un autre. Il met plutôt en lumière le fait que tous les types d'intervention ne rencontrent pas le même succès dans la réalisation de leurs objectifs d'emploi. Cette information aide à améliorer la planification des futures interventions.

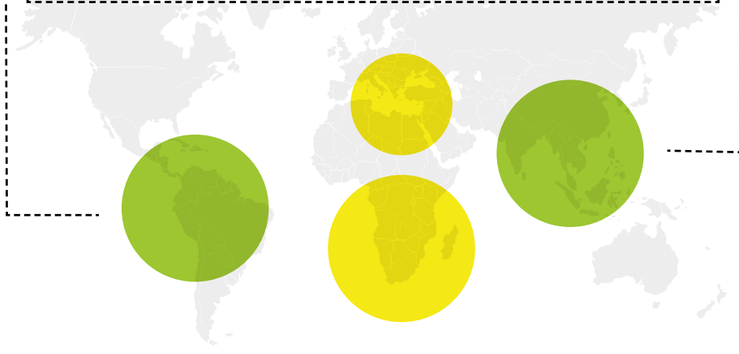


Les interventions liées aux chaînes de valeur peuvent être optimisées grâce à de meilleures analyses de marché.

Les interventions liées aux chaînes de valeur ont obtenu des résultats bons à satisfaisants, même si dans certains cas, de meilleures analyses de marché auraient permis aux interventions de s'orienter davantage vers la demande.

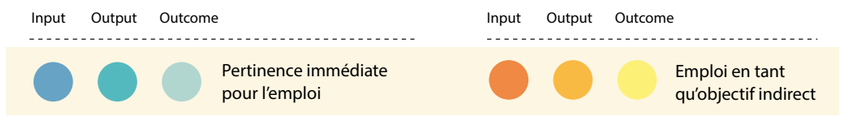
Les interventions visant à favoriser l'emploi en Asie et en Amérique latine obtiennent les meilleurs scores.

Les régions les moins bien classées sont l'Afrique et le Moyen-Orient. Ce constat ne signifie pas qu'il faille privilégier ou éviter telle ou telle région. Une efficacité moindre traduit probablement les difficultés majeures auxquelles sont confrontés les marchés régionaux du travail, dans un environnement souvent marqué par des institutions faibles et des États fragiles.



TYPES D'INTERVENTIONS VISANT À FAVORISER L'EMPLOI

L'un des objectifs de la coopération internationale de la Suisse est de réduire la pauvreté à travers une croissance économique durable. L'amélioration de l'emploi constitue une étape essentielle dans la réalisation de cette finalité. Compte tenu des nombreux aspects de l'emploi, la coopération internationale suisse aborde celui-ci sous plusieurs angles.



Développement de la chaîne de valeur

Les producteurs sont mis en relation avec des acheteurs potentiels, qui leur permettent de fournir leurs produits à leurs clients.

Les producteurs reçoivent des conseils et bénéficient de mesures de renforcement des capacités pour améliorer leur production.

Le processus de production amélioré se traduit par des biens plus nombreux et de meilleure qualité.

La hausse des ventes, des exportations et du bénéfice renforce la demande de main-d'œuvre.

Formation professionnelle

La formation professionnelle, comparable à ce que l'on appelle l'apprentissage en Suisse, contribue au développement personnel et professionnel des personnes impliquées et fournit de la main-d'œuvre qualifiée à l'économie.

Des instituts de formation sont mis sur pied et bénéficient d'un soutien.

Des personnes suivent des formations professionnelles de qualité.

Les diplômés obtiennent un emploi (meilleur).

Qualité de l'emploi

Les interventions liées à la qualité de l'emploi promeuvent un travail productif et une rémunération décente, améliorent les protections sociales et intensifient le dialogue social.

Conseils et formation en faveur des cadres et des travailleurs.

Amélioration du dialogue social et conformité avec des normes du travail.

Diminution des accidents, gains de productivité et hausse de l'attrait des producteurs à l'égard des acheteurs.

Réduction de la pauvreté

L'amélioration de l'administration publique renforce l'attractivité pour les investisseurs.

Réglementation plus rapide, moins onéreuse, transparente.

Assistance aux réformes de l'environnement des entreprises.

Réforme structurelle & emplois

D'une manière générale, les projets relevant de cette catégorie impliquent une modification du mode de fonctionnement d'un gouvernement dans le but d'améliorer le climat d'investissement et l'environnement des affaires, favorisant ainsi le développement économique local.

Amélioration de la performance des entreprises.

Amélioration du savoir-faire entrepreneurial et des compétences financières.

Fourniture de services de développement des entreprises.

Promotion des PME*

Les PME sont soutenues dans l'amélioration de la qualité des produits et l'utilisation de techniques de production plus propres, reçoivent des formations en entrepreneuriat et peuvent bénéficier de services de développement des entreprises et d'aides au commerce.

L'augmentation des ventes et des revenus entraîne la création d'emplois.

Nouveaux investissements dans le matériel et dans le capital d'exploitation.

Les entreprises bénéficient de services financiers auxquels ils n'avaient pas accès jusque-là.

Accès au financement*

Les interventions consistent à octroyer de petits prêts à des particuliers et à des PME ou visent à dynamiser l'investissement privé en soutenant des établissements financiers et en encourageant les réformes régulatrices dans le secteur financier.

L'accès aux services intensifie la production, le commerce et la concurrence.

Amélioration des infrastructures et création d'emplois temporaires.

Investissement dans des routes, des bâtiments, des machines et l'énergie.

Projets d'infrastructure

De meilleures infrastructures offrent aux particuliers et aux entreprises un nouvel ou meilleur accès aux services de base, propices à la création d'emplois. Les projets génèrent aussi des emplois durant la phase de construction, puis pendant les activités subséquentes d'exploitation et de maintenance.

* Les deux types d'interventions (« promotion des PME » et « accès au financement ») peuvent avoir des effets directs et indirects sur l'emploi. Dans le cadre de cette étude, seuls des projets avec effets indirects sur l'emploi ont été l'objet de recherche.

SEPT SUGGESTIONS D'AMÉLIORATION

La coopération au développement fait appel à un réseau d'organismes et de personnes qui œuvrent ensemble à la réduction de la pauvreté et au développement. Compte tenu des multiples problèmes traités et résolus grâce à des responsabilités partagées, cette étude affiche des résultats très satisfaisants pour la coopération internationale de la Suisse. Logiquement, la DDC et le SECO sont invités à poursuivre leurs démarches fructueuses, mais aussi à tenir compte des suggestions ci-après pour les points d'amélioration identifiés pendant l'étude. L'ensemble des suggestions est disponible dans le rapport public.

1 Planifier rigoureusement les projets et prévoir des ressources suffisantes dans les régions difficiles et les pays fragiles.

Les faibles scores d'efficacité obtenus en Afrique et au Moyen-Orient ne signifient pas qu'il faille s'abstenir de mener des projets dans ces régions. Ils indiquent plutôt aux concepteurs que les interventions dans ces régions ont besoin d'être planifiées dans les moindres détails et de disposer de ressources suffisantes pour être plus performantes malgré un environnement défavorable.

2 Avoir des attentes réalistes à l'égard de la création d'emplois.

La création d'emplois est un objectif ambitieux, qui s'atteint souvent à la faveur d'effets indirects difficilement mesurables. Les projets et programmes qui ont un impact restreint sur la création d'emplois et se déroulent dans des environnements exigeants devraient être assortis d'attentes réalistes. Puisque la mesure des effets sur la création d'emplois suppose des efforts et des ressources considérables, les responsables devraient, lors de la phase préparatoire, examiner soigneusement les coûts et les avantages d'une telle analyse.

3 Favoriser les interventions et les combinaisons performantes.

Manifestement efficaces dans la réalisation de leurs objectifs, les interventions axées sur la formation professionnelle et le travail décent devraient être encouragées. D'une manière similaire, il devrait être possible d'obtenir davantage de résultats prometteurs en combinant des projets de soutien aux PME centrés sur la formation en entrepreneuriat ou des services de conseil avec des composantes d'accès au financement. En effet, les entrepreneurs font souvent face à des obstacles divers et multiples (p. ex. manque de financement couplé à des lacunes de connaissances financières ou de compétences commerciales).

4 Fournir des solutions pour briser la spirale de la pauvreté.

Les interventions relevant de la microfinance, de la création d'emplois et de la formation pour les groupes vulnérables sont suffisamment importantes pour réduire la pauvreté, mais souvent trop réduites pour permettre aux personnes concernées de briser la spirale de la pauvreté. Elles devraient donc éventuellement comporter une deuxième étape, qui permette de franchir ce cap déterminant, et si possible la combiner à un volet d'accès au financement et de promotion de l'entrepreneuriat.

5 Stimuler les synergies entre les interventions.

Les projets menés dans une même région ou un même pays ne coopèrent pas nécessairement entre eux bien que des synergies soient possibles, par exemple entre un projet de formation professionnelle et une intervention axée sur le développement d'une chaîne de valeur. Il est donc recommandé d'accorder plus d'attention aux avantages potentiels de telles coopérations lors de la planification des projets.

6 Réaliser de meilleures analyses de marché pour le développement de chaînes de valeur.

L'efficacité de certaines interventions axées sur les chaînes de valeur a souffert d'analyses insuffisantes du potentiel du marché et des risques associés de production et de commercialisation. Par conséquent, il est recommandé de fonder la conception des interventions sur une analyse adéquate du marché et de la chaîne de valeur, afin d'identifier les facteurs pertinents et critiques pour le développement du marché. Cette démarche permettrait également à la coopération internationale de la Suisse d'axer davantage ses projets sur la demande.

7 Conclure plus de partenariats public-privé en vue du développement des chaînes de valeur.

Dans le domaine de la production et de la transformation des produits agricoles, le potentiel des partenariats public-privé de développement semble encore sousexploité. De tels partenariats permettent souvent de sensibiliser les décideurs du secteur public aux principales difficultés que rencontre le secteur privé dans le système de marché, et peut servir d'amorce en vue d'un engagement plus marqué des acteurs privés.

Contact:

Direction du développement et de la coopération (DDC)
Section Evaluation et Contrôle de Gestion
sektion.evaluation-controlling@eda.admin.ch

Secrétariat d'État à l'économie (SECO)
Coopération et développement économiques
info@seco-cooperation.ch

Cette publication ainsi que le rapport public sont aussi disponibles en allemand, en anglais et en italien.
Ils peuvent être téléchargés sur les sites Internet : www.ddc.admin.ch/publications et www.seco-cooperation.ch.

Photographies: Les bases de données SECO et DDC, Dr. Klaus Stocker (GOPA Consultants)

Juin 2017